

Investissements/ Gabon Special Economic Zone SA

Africa Finance Corporation injecte 85 milliards de francs dans le capital de GSEZ

Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

GABON Special Economic Zone SA (GSEZ) vient d'annoncer l'entrée dans son capital d'Africa Finance Corporation (AFC), institution financière panafricaine, à hauteur de 85 milliards de francs (140 millions de dollars). La transaction a déjà été signée et finalisée. « En réalisant cet investissement, nous sommes très heureux de construire un partenariat solide avec la République gabonaise et le groupe Olam, qui per-

mettra d'accélérer le développement des infrastructures et de l'économie du Gabon », a souligné Andrew Alli, président et P-DG d'AFC. Gagan Gupta, président et directeur pays d'Olam International au Gabon et P-DG de la GSEZ, s'est réjoui de l'aboutissement de ce partenariat. « C'est, en effet, pour nous un immense plaisir qu'AFC nous rejoigne en tant que partenaire, pour investir et faire prospérer la franchise GSEZ. Cet investissement conforte notre vision pour une économie gabonaise dynamique et diversifiée qui pourra, nous



Photo : L.R.A

Le bâtiment abritant l'autorité administrative de la ZES de Nkok.

l'espérons, rayonner et contribuer davantage à l'échelle plus large de l'espace Cemac. L'investissement d'AFC donne à GSEZ

une impulsion supplémentaire par la mobilisation d'importantes ressources financières, mais également son expertise technique, qui seront investies pour identifier et exploiter les opportunités offertes par le Gabon et au-delà, dans la zone CEMAC », a indiqué Gagan Gupta. Fondée en 2007, l'AFC est une institution financière multilatérale, qui a pour objectif d'appuyer le secteur privé en Afrique. Mais aussi d'accompagner et financer les infrastructures dans l'énergie, l'industrie, le transport et les télécommunications. GSEZ SA est une joint-venture entre Olam International et la République gabonaise, qui développe depuis 2010 une nou-

velle génération d'infrastructures. Son portefeuille de projets d'infrastructures touche des domaines variés, associant l'expertise, les réseaux et les capitaux des secteurs public et privé. On compte parmi ceux-ci, la Zone économique spéciale de Nkok, un port minéralier, un port de commerce général et plusieurs infrastructures énergétiques (lignes électriques et réseau de distribution d'eau). GSEZ est également en charge de la ZES de Port-Gentil, encore dans les prémices de son développement.

Financement de l'économie sous-régionale

La BEAC libère 500 milliards de francs au profit des banques

MSM
Libreville/Gabon

APRÈS avoir annoncé des bénéfiques records de 160 milliards de francs en 2015, la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) a décidé de baisser de 50% le taux des réserves obligatoires appliqué aux banques commerciales. « Nous libérons ainsi 500 à 600 milliards de francs de trésorerie au profit des

banques. Nous espérons qu'elles en feront un meilleur usage en finançant l'économie », a indiqué le gouverneur de la BEAC, Lucas Abaga Nchama, au terme des travaux du Comité de politique monétaire extraordinaire qui s'est réuni le 6 avril dernier. L'institution bancaire sous-régionale veut utiliser ce deuxième instrument à sa disposition pour stimuler les économies de la Communauté écono-



Photo : Arisfidé Moussavou

mique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac), dont la croissance pour 2016 n'est attendue qu'à hauteur de 2% seulement. Cette annonce de la BEAC a été particulièrement bien accueillie dans les milieux bancaires sous-régionaux. « La décision actuelle se justifie par la situation de ra-

lentissement de la croissance consécutif aux difficultés des États, suite à la baisse de leurs recettes budgétaires. En libérant une partie de la liquidité des banques, elle vise à soutenir la relance des économies de la zone Cemac », a souligné le président de l'Association professionnelle des établissements de crédit du Cameroun (Apeccam), Alphonse Nafack, par ailleurs directeur général d'Afriland First Bank Cameroun.

Lucas Abaga Nchama, gouverneur de la Banque des Etats de l'Afrique centrale.

CAN-2017/ Tourisme

Administration et professionnels se concertent pour une offre attractive

W.N
Libreville / Gabon

UNE rencontre technique administration-professionnels du tourisme. Voilà qui marque la phase concrète de ce que le Gabon pourrait offrir aux touristes sportifs des quatre chefs-lieux de province qui abriteront les rencontres de la Coupe d'Afrique des nations, dès janvier prochain. Co-présidés par le secrétaire général du ministère du Commerce, des PME, de l'Artisanat, du Tourisme et du Développement des

services, Jean Rémy Agamboue Nkangue, et le directeur de cabinet du ministre, Cyrille Angoue, ces échanges techniques avec les professionnels se sont appuyés dernièrement, au cours d'une rencontre, sur l'offre touristique CAN-2017, conçue par le ministère, et que les professionnels sont invités à enrichir et à s'approprier. Pour Agamboue Nkangue, « le maître mot reste la démarche participative entre l'administration qui conçoit et les acteurs chargés d'implémenter la politique ainsi conçue ».

Lors des discussions, les directeurs généraux du Tourisme et de l'Hôtellerie ont insisté sur la nécessité d'affiner la qualité, qu'il s'agisse des circuits touristiques, de l'hébergement ou encore de la restauration. L'administration s'est montrée disposée à accompagner les opérateurs par des formations. Les offres touristiques dont il est question sont des City-tours à Oyem, Franceville, Libreville et Port-Gentil. En plus des cases du souvenir, des monuments historiques, de la nature, des danses, etc.

En filigrane, les leçons des faibles retombées touristiques de l'édition 2012 sont à capitaliser. La concertation entre l'administration et les professionnels du tourisme a débouché sur un calendrier de rencontres techniques. C'est d'ailleurs l'une des principales recommandations des agences de voyages, tours opérateurs et guides qui ont apprécié l'initiative de les associer à l'élaboration d'une offre touristique nationale pour cet événement. La directrice générale de Mondah Ecotour, Mme

Ngoua Mba, se dit prête pour janvier prochain. Cependant, elle estime qu'une démarche globalisante est plus enrichissante pour l'économie que des initiatives individuelles éparses. « Nous espérons que, cette fois-ci, le tourisme sera réellement pris en compte. Car en 2012, les opérateurs économiques du secteur tourisme n'ont pas été associés économiquement à cet événement sportif », a-t-elle déclaré. A ce sujet, M. Agamboue Nkangue a rassuré ses interlocuteurs que l'effervescence ne va pas baisser, car

la ministre du Tourisme est animée d'une forte volonté politique. « En invitant les professionnels du tourisme, l'administration anticipe l'intérêt de s'y prendre plus tôt, afin de discuter et parfaire la qualité de l'offre, d'étudier les synergies possibles susceptibles d'accroître la contribution du tourisme à la formation du PIB », a-t-il conclu. Les prochaines séances techniques vont devoir statuer sur le portefeuille de l'offre touristique nationale, et dire quel opérateur fait et/ou propose quoi.



Le prix du poisson, quel rapport avec mon projet?

Votre organisation fait partie d'un écosystème – il est étonnant de voir à quel point des changements dans un secteur peuvent se répercuter sur l'ensemble de votre marché.



THE INSIDE EDGE
www.oxfordbusinessgroup.com
gabon@oxfordbusinessgroup.com
@OBCinsights